



À Antony, bien plus qu'une simple école

Depuis deux ans, l'École française des femmes d'Antony dispense des cours de français et d'informatique à une cinquantaine d'élèves étrangères. Objectif : les intégrer progressivement dans le monde professionnel.

Le dictionnaire trône en bonne place sur la table. Dans la petite salle de cours, les huit élèves planchent aujourd'hui sur le vocabulaire autour de la recherche d'emploi en analysant des annonces. Devant

le tableau blanc, leur professeur Maryse Désert leur donne les rudiments pour pouvoir s'exprimer. Les huit femmes travaillent tour à tour en solo, puis en duo voire en trio sur de véritables annonces d'emploi. Le français est encore parfois un peu hésitant mais les progrès, eux,

sont encourageants. « *Elles me disent maintenant qu'elles peuvent téléphoner, avoir une conversation avec quelqu'un* », constate l'enseignante. Depuis le mois de septembre, ces huit femmes suivent chaque semaine quatre heures de cours de français langue étrangère de niveau

A2 (débutant à intermédiaire) dans les locaux de l'École des femmes. L'antenne antonienne a ouvert il y a maintenant deux ans. Elle est la cinquième des sept implantées dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines depuis 2008, toujours sur le même modèle : un programme

Depuis 2008, sept Écoles des femmes ont ouvert dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Les cours visent à remettre les femmes migrantes sur le chemin de l'emploi.

l'origine de ces écoles. Situés en plein cœur du quartier Pajeaud, les locaux sont chaleureux avec grande baie vitrée et verrières. Sur une étagère, des atlas de la France et des livres de cuisine en libre-service. Accrochés aux murs blancs, des portraits de femmes qui ont marqué l'Histoire : Colette, Catherine Deneuve et Marie Curie contemplant d'un regard bienveillant les parcours et les progrès de ces « apprenantes ». Car plus que des cours, ce sont aussi des outils pour s'épanouir que donne cette école. « *Quand elles s'inscrivent ici, ces femmes ont fait un premier pas vers la liberté. Les progrès sont spectaculaires : elles arrivent timides, avec une image négative d'elles-mêmes mais très rapidement cette image s'améliore. Au fur et à mesure, elles osent parler de leurs diplômes, expliquer ce qu'elles ont fait dans leur pays d'origine. La libération de la femme passe par l'éducation et l'accès à l'emploi* », insiste Bénédicte de Kerprigent.

L'école d'Antony est un véritable melting pot : sur l'ensemble des écoles, plus d'une soixantaine de nationalités sont représentées. « *Toutes ces femmes ont suivi une scolarité dans leur pays d'origine. Certaines ont un niveau bac+5, sont médecins, bilingues voire trilingues. Les cours dispensés ici ne sont pas des cours d'alphabétisation mais de perfectionnement* », explique Isabelle Russo, directrice exécutive des sept Écoles des femmes. Leur passage consiste donc à leur apprendre

la langue française, du niveau A1 (débutant) à C2 (le plus avancé).

Enseignement concret

L'École des femmes s'appuie sur un enseignement concret, avec un objectif final : que les apprenantes trouvent un emploi. « *Toutes les femmes que nous accueillons ici doivent être dans une démarche d'insertion professionnelle. Les cours sont assez pragmatiques et s'appuient sur des documents réels* », poursuit Isabelle Russo. Avant d'intégrer leur cursus, elles passent un entretien et un test de positionnement qui permet de constituer des groupes de niveaux adaptés aux besoins et aux motivations. C'est le cas de Nawal qui souhaite travailler dans le milieu de l'enfance. Cette Marocaine est arrivée en France il y a maintenant quinze ans et depuis 2016 vit à Antony. « *Je viens ici pour améliorer mon français. C'est utile pour moi pour ma vie quotidienne. Ici on apprend à parler, on s'exerce, on enrichit notre vocabulaire mais on rencontre aussi des femmes d'autres pays, d'autres cultures.* » Comme elle, toutes les apprenantes ont payé leur inscription quinze euros pour l'année. « *Beaucoup de formations du même type sont très chères. C'était un vrai pari : s'adresser à des femmes qui habitent dans des territoires défavorisés, voire souvent abandonnés* », constate Bénédicte de Kerprigent. Comme dans n'importe quelle école, il y a une obligation d'assiduité : à chaque cours, les élèves

doivent émerger. « *Elles passent aussi des évaluations toutes l'année. Cette approche scolaire convient vraiment aux femmes. Cela leur donne un cadre rassurant* », note Isabelle Russo. Ici, l'absentéisme n'est pas vraiment un problème. « *Celles qui sont là sont très sérieuses, jouent le jeu, participent. Quand je leur donne des devoirs, ils sont toujours faits. Elles savent qu'elles sont ici pour participer ensuite à la vie de leur pays d'accueil* », souligne Maryse Désert. Le cursus se déroule sur une période de deux à quatre ans, mais chaque apprenante peut quitter l'école dès qu'elle trouve un emploi. Certaines peuvent également passer le Delf (Diplôme d'études de langue française) reconnu par l'État. Dans ce cas, les professeurs les préparent tout au long de l'année. « *Ce diplôme leur sert ensuite pour intégrer certaines formations ou pour entamer des démarches de naturalisation* », poursuit Isabelle Russo.

Ateliers de citoyenneté

Dans la deuxième salle de cours, le niveau monte d'un cran avec les B1. Parmi les huit élèves, Kitti participe aujourd'hui avec les autres apprenantes à un débat sur les sites de rencontre. Cette Hongroise a quitté son pays d'origine il y a neuf ans pour suivre son mari français. Après un passage en Irlande du Nord et en Allemagne, le couple a posé ses valises dans les Hauts-de-Seine en 2017. « *C'était difficile pour moi car la langue française est différente* ►

éducatif complet – jusqu'à dix heures de cours par semaine - pour les femmes migrantes tourné vers l'insertion professionnelle avec, outre l'enseignement du français, celui de l'informatique. « *Ces cours permettent de faire sauter un verrou quand il s'agit de se présenter devant un employeur lors d'un entretien d'embauche. Cela peut être un moment très stressant pour les femmes du fait de la barrière de la langue. On ne peut pas non plus travailler sur l'accès à l'emploi sans l'accès à l'informatique, ne serait-ce que pour faire ses démarches en ligne ou rédiger son CV* », souligne Bénédicte de Kerprigent, directrice de l'Institut des Hauts-de-Seine, à



CD92/STEPHANIE GUTIERREZ-ORTEGA



Une élève peut suivre jusqu'à dix heures de cours de français, d'informatique et d'accompagnement vers l'emploi chaque semaine.

CD92/STEPHANIE GUTIERREZ-ORTEGA

► de toutes celles que j'ai déjà apprises. À la maison, je parle surtout l'anglais ou le hongrois mais jamais le français. » Elle a rejoint les bancs de l'École des femmes cette année et, comme une quinzaine d'autres femmes ici, elle a intégré le programme d'accompagnement à l'emploi. Quatre heures de plus par semaine, elle bénéficie de cours de français à visée professionnelle et de l'encadrement d'un intervenant extérieur qui la suit dans sa démarche de recherche d'emploi. « Je voulais élever mon niveau de français et l'École m'offrirait cette chance. Ici j'ai de la chance car un coach nous aide toutes les semaines à trouver le métier que l'on veut faire. Et j'apprécie beaucoup cet endroit qui me rend plus ouverte sur les autres cultures. » Après des emplois de serveuse et d'hôtesse de l'air, Kitti rêve désormais de travailler dans l'environnement. Outre les cours, une fois par mois,

les Écoles françaises des femmes proposent des ateliers thématiques ponctuels autour de la santé, de la citoyenneté, de la parentalité et de la vie quotidienne. C'est le moment d'aborder des sujets variés comme la contraception, les institutions françaises ou le droit de vote. « L'école, c'est aussi de la culture générale. Ces ateliers répondent à un besoin et une demande des femmes. Ils permettent également de diversifier le contenu des cours », insiste Isabelle Russo. Dix ans après leur création (voir encadré), les Écoles des femmes continuent de se développer. Cette année, près de 800 000 € ont été alloués par le Département à l'Institut des Hauts-de-Seine pour le financement des implantations des différentes antennes. Et les projets ne manquent pas : au mois de juin, l'Institut des

Hauts-de-Seine lancera son bus à destination des femmes isolées. Un véhicule rose et or ira à leur rencontre trois fois par semaine dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Elles pourront ainsi faire des dépistages basiques ou prendre un rendez-vous pour une mammographie ou un frottis par exemple. « Nous allons faire en

sorte que les écoles portent ce projet et que certaines femmes puissent participer au fonctionnement de ce bus sous forme de stages de découverte », conclut Bénédicte de Kerprigent. Encore une autre manière pour les femmes de s'émanciper. ■

Mélanie Le Beller

www.institut-hauts-de-seine.org 

Dix ans pour les Écoles françaises des femmes

En 2008 ouvrait la première École des femmes, à Châtenay-Malabry. Dix ans plus tard, sept Écoles se sont implantées, dont une dans les Yvelines, à Mantes-la-Jolie, ouverte en novembre dernier, avant celle de Nanterre en ce début d'année. Enfin, le 16 avril, c'est l'antenne de Clichy, ouverte en septembre 2017, qui va être inaugurée. L'École française va également fêter sa décennie d'existence le 18 mars à Versailles avec au programme une visite spéciale du château faisant appel aux cinq sens pour l'ensemble des apprenantes. ■

7



Depuis 2008, sept antennes ont ouvert : six dans les Hauts-de-Seine et une dans les Yvelines

381



Le nombre d'élèves inscrites dans les cinq Écoles ouvertes en 2017-2018

Insertion



Ces Écoles ont pour objectif de faciliter l'insertion socio-professionnelle des femmes

26



Chaque École dispense en moyenne 26 heures de cours hebdomadaires

INNOVATION

Passage à l'alternatif avec Qwant

Ce moteur de recherche plus éthique a été installé sur l'ensemble des postes informatiques des agents des Départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine et bientôt dans les collèges.



CD92/JULIA BRECHLER

Plus sûr, plus respectueux des données personnelles... Qwant a été choisi par les deux Départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine comme moteur de recherche de référence. Depuis le 1er février, l'outil est déployé sur près de 8 000 postes, dont 5 000 dans le Département.

Ce moteur de recherche a été choisi pour faire face à la recrudescence des attaques virtuelles et suite au renforcement du Règlement général sur la protection des données (RGPD). « Ce règlement responsabilise les organismes publics et privés qui doivent dorénavant informer les usagers du traitement

de leurs données personnelles », explique Patrick Devedjian. Face au géant Google, Qwant veut s'imposer comme « le moteur de recherche européen », comme le dit Tristan Nitot, son vice-président. Une alternative plus éthique, respectueuse de la vie privée et sans ciblage. Les publicités ne reposent pas sur la collecte de données mais est « contextuelle », c'est-à-dire basée sur les mots-clés recherchés. Les adresses IP sont chiffrées et il n'existe pas de « cookies » permettant le pistage des internautes ni d'historique de recherche. Enfin les serveurs sont sécurisés et situés en France « La RGPD existe en Europe et ce n'est pas un hasard car on a compris que l'on donne énormément de données personnelles sans nous en rendre compte. En étant sous

surveillance, nous ne sommes plus libres », poursuit Tristan Nitot.

Un Qwant version collèges

Outre le déploiement de l'outil auprès des agents, Qwant school est actuellement testé dans quatre établissements des Hauts-de-Seine jusqu'à fin mars. Il permet de filtrer les résultats des recherches en masquant les contenus violents et pornographiques. « Il est primordial de protéger et préserver les plus jeunes. Cet outil permet une mise en avant des contenus éducatifs et spécialisés, des actualités choisies pour les enfants... », note Patrick Devedjian. Dès le mois de mai, cette solution devrait être déployée dans l'ensemble des collèges des deux Départements, soit 215 établissements. ■

Mélanie Le Beller

INSTITUTION

EPI 78-92 : investissement massif pour la voirie

Après trois ans d'existence, la priorité de l'établissement public interdépartemental Yvelines-Hauts-de-Seine demeure l'entretien des 1900 km de réseau routier.

Destiné à conduire des politiques présentant un intérêt à l'échelle des deux territoires, le conseil interdépartemental Yvelines-Hauts-de-Seine entame sa quatrième année d'existence avec un budget stable, à hauteur de 15,8 M€. L'EPI a tenu la distance, ce qui conduit les présidents de Département à rappeler que l'objectif reste la fusion : « Nous avons largement démontré l'efficacité de notre démarche et les économies réalisées. Nous vivons déjà ensemble et nous avons des enfants... On attend plus qu'une chose, la cérémonie officielle, c'est-à-dire la bénédiction de l'État... »,

souligne Patrick Devedjian qui est aussi président de l'EPI. L'entretien et l'exploitation des 1 900 km de réseau routier partagé entre zones denses dans les Hauts-de-Seine et plus rurales dans les Yvelines, demeure le poste budgétaire principal, à hauteur de 14,9 M€. « Nous sommes extrêmement satisfaits du réseau de voirie unifié qui s'est montré très efficace à l'occasion de la campagne hivernale », salue à ce propos Patrick Devedjian. Vient ensuite l'archéologie préventive qui mobilisera 517 300 € sur le budget principal et 1,5 M€ sur le budget annexe. Dans le cadre de la



CD92/OLIVIER RAVOIRE

coopération décentralisée, le Département dédie en particulier 22 500 € à un projet de recherche dans le Tavouch, en Arménie. Enfin le service interdépartemental de l'adoption, l'un des plus importants de France,

bénéficie de 166 300 €. Toutes ces ressources, mises en commun sont financées uniquement par des transferts des budgets des services des deux Départements, à l'euro près. ■

P.V.